

Rwanda. A charge contre Kagame, à décharge pour la France

Christophe Ayad

Libération, 29 novembre 2005

Le livre fait de l'actuel président rwandais le vrai responsable du génocide.

Dans *Noires fureurs, blancs menteurs*, Pierre Péan n'ambitionne pas moins que présenter une nouvelle histoire du génocide rwandais, une histoire qu'il fait débiter en 1990 et non le soir du 6 avril 1994. Décryptage des quatre principaux points de la démonstration de Péan.

L'attentat du 6 avril 1994 et l'absolution des extrémistes hutus

Péan se fonde sur son enquête personnelle et sur les conclusions de l'instruction menée par le juge Jean-Louis Bruguière pour affirmer, avec certitude, que le Falcon 50 transportant le président rwandais Juvénal Habyarimana et son homologue burundais a

été abattu par des hommes du Front patriotique rwandais (FPR).

Mais cette hypothèse est largement fondée sur le témoignage d'Abdul Ruzibiza (1), un ancien soldat du FPR qui aurait fait partie du commando Network ayant abattu l'avion. Kigali conteste à Ruzibiza, aujourd'hui réfugié en Norvège, toute légitimité, l'accusant d'être un sous-fifre qui exagère son rôle. D'autres remettent en cause l'authenticité des tubes lance-missiles trouvés sur place et incriminent les réseaux extrémistes hutus dans l'attentat.

La responsabilité de Paul Kagame dans l'attentat du 6 avril est certes possible, voire vraisemblable. Là où la thèse de Péan devient contestable, c'est dans sa volonté d'absoudre, par là même, le régime Habyarimana du génocide. Comme si, avant l'étincelle, il n'avait pas fallu toute une préparation : formation de milices, mise en place de listes de Tutsis et d'oppo-

sants hutus à éliminer, propagande conditionnant la population, achats d'armement, de machettes, etc.

Le génocide minimisé

En décidant d'ouvrir son enquête en 1990, Pierre Péan entend prendre en compte les crimes commis par le FPR dans les zones qu'il contrôlait. S'il est vrai que cette enquête reste à faire, tout comme celle sur les exactions du FPR dans les mois et années qui ont suivi son arrivée au pouvoir en juillet 1994, Péan minimise systématiquement la spécificité du génocide des Tutsis, qu'il estime connu de tous, pour s'étendre longuement sur les massacres commis par le FPR. Il en arrive à évoquer le « martyr des Hutus (...) réduits au statut d'Untermenschen ». Cette sortie, doublée de considérations sur le caractère duplice et secret de l'éducation donnée aux enfants tutsis, puise aux pires clichés de l'analyse « ethnociste » du Rwanda. « Peut-on encore, s'interroge Péan, parler du génocide des Tutsis alors que, depuis 1990, le nombre de Hutus assassinés par les policiers et militaires obéissant aux ordres de Kagame est bien supérieur à celui des Tutsis tués par les miliciens et les militaires gouvernementaux ? »

L'historien Gérard Prunier, auteur de l'histoire la plus complète du génocide (2) et à l'origine de l'estima-

tion de 800 000 à un million de morts tutsis et hutus modérés, nous expliquait récemment être en train de revoir nettement à la hausse le nombre de Hutus tués par le FPR. Sans arriver malgré tout à une telle assertion.

La défense et illustration de la France

Péan ne fait pas que défendre le rôle de la France avant et pendant le génocide, il le salue. Dans un prétoire, on appellerait cela une défense de rupture. Manifestement « briefé » par l'entourage de François Mitterrand, et alimenté par les archives de son fils Jean-Christophe, il entreprend une défense et réhabilitation d'un des épisodes les plus troubles et contestables de sa présidence. Il insiste longuement sur les pressions qu'aurait exercées Mitterrand sur Habyarimana, allant jusqu'à le dépouiller de ses pouvoirs à partir d'avril 1992. En revanche, il ne s'étend pas sur la coopération militaire entre Paris et Kigali, sans nier les affrontements directs entre soldats français et rebelles tutsis. Péan omet ainsi que des soldats français ont été amenés à opérer un tri ethnique à des barages. Et que toute la formation de la gendarmerie rwandaise a joué un rôle moteur dans le génocide, comme les livraisons d'armes aux ex-Forces

armées rwandaises (FAR) alors que l'embargo était en vigueur.

Les seuls dignes de blâme, aux yeux de Péan, sont l'ONU et l'administration Clinton, ainsi que la Belgique, où le lobby pro-Kagame aurait sévi sans retenue. Selon lui, si seule la France a été clouée au pilori, c'est pour la simple raison qu'elle n'a pas présenté d'excuses au Rwanda, contrairement à l'ONU, aux Etats-Unis et la Belgique! Péan y voit un complot « des stratèges de l'Empire [américain, ndlr] pour lesquels l'affaiblissement de la France en Afrique reste un objectif prioritaire... ».

Le « complot médiatique »

Pour Pierre Péan, la victoire du FPR n'aurait pas été possible sans l'aide d'un puissant lobby d'activistes, d'humanitaires, d'universitaires et de journalistes « droits-de-l'hommistes » qui auraient constitué l'arme la plus efficace de Kagame.

Dans son dernier tiers, Noires fureurs, blancs menteurs se transforme en brûlot aux relents nauséabonds. Des listes sont dressées, des personnalités définies par leur origine ethnique, le choix de leurs compagnes (tutsies évidemment), leurs engagements politiques (« militant sioniste ») ou personnel (franc-maçon, protestant, etc.). Péan y voit toute une génération de « messieurs Bons sentiments », d'« idiots utiles » qui auraient fait gober leur « désinformation » et leur « imposture humanitaire » à la terre entière, à commencer par l'ONU, qui a instauré le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Comme si les tenants d'une autre vision de l'histoire, tel l'historien belge Philippe Reyntjens ou le Français Bernard Lugan, avaient été interdits de publier...

(1) Rwanda, l'histoire secrète, lieutenant Abdul Joshua Ruzibiza, éditions Panama, novembre 2005.

(2) Rwanda : 1959-1996, éd. Dagono, 1997.